

**75 ans depuis la Grande Victoire :
responsabilité commune devant l'histoire et l'avenir**

Il y a 75 ans, la Grande Guerre patriotique s'est terminée. Plusieurs générations ont grandi au cours de ces années. La carte politique de la planète a changé. L'Union Soviétique qui a remporté cette victoire grandiose, foudroyante sur le nazisme, qui a sauvé le monde entier, n'existe plus. Et les événements de cette guerre-là sont un passé lointain, même pour ses participants. Mais pourquoi le 9 mai est-il célébré en Russie comme la fête la plus importante ? Et le 22 juin, la vie semble s'arrêter et les larmes nous montent aux yeux ?

Il est d'usage de dire : la guerre a laissé une empreinte profonde dans l'histoire de chaque famille. Les destins des millions de gens, leurs souffrances et la douleur des pertes sont derrière ces mots. Leur orgueil, leur vérité et leur mémoire.

La guerre pour mes parents, ce sont les tourments affreux de Leningrad assiégé où mon frère de deux ans, Vitia, est mort. Où ma mère a survécu par miracle. Mon père, étant indisponible pour appel, s'est engagé volontairement pour défendre sa ville natale. Il a fait la même chose que des millions de citoyens soviétiques. Il a combattu aux bords de la Neva (place d'armes dite " Nevski piatatchok ", " petit bout de la Neva ") et a été grièvement blessé. Plus ces années sont lointaines, plus grand est le besoin de parler à mes parents, d'apprendre plus de détails sur la période de guerre dans leur vie. Mais il n'est

plus possible de demander quoi que ce soit. C'est pourquoi je garde comme une relique au fond de mon cœur toutes les conversations avec mon père et ma mère à ce sujet, leurs émotions sobres.

Il est important pour moi et les gens de mon âge que nos enfants, nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants comprennent quelles épreuves et quels tourments leurs ancêtres ont surmonté. Comment et pourquoi ils ont pu tenir le coup et vaincre. D'où venait-elle, leur volonté vraiment de fer qui étonnait et qu'admirait le monde entier ? Oui, ils défendaient leurs foyers, leurs enfants, leurs proches, leurs familles. Mais ils étaient tous unis par l'amour de la Patrie, de leur pays natal. Ce sentiment profond et personnel est reflété pleinement dans l'essence même de notre peuple, il est devenu déterminant dans sa lutte héroïque et sacrificielle contre les nazis.

On se pose souvent la question : "Comment la génération actuelle va-t-elle se comporter ? Comment va-t-elle agir en situation critique ?" Je vois devant moi de jeunes médecins, des infirmières, souvent hier encore étudiants, qui vont aujourd'hui dans la "zone rouge" pour sauver les gens. Je vois nos militaires qui tenaient jusqu'au bout en luttant contre le terrorisme international au Caucase du Nord et en Syrie. De tout jeunes garçons. Beaucoup de combattants de la 6^e compagnie de débarquement, légendaire, immortelle, n'avaient que 19-20 ans. Mais ils ont tous prouvé d'être dignes de l'exploit des guerriers de notre Patrie qui l'avaient défendue pendant la Grande Guerre Patriotique.

C'est pourquoi je suis persuadé qu'il est dans la nature des peuples de la Russie de faire leur devoir, de se dépenser sans compter si les circonstances l'exigent. Le dévouement, le patriotisme, l'amour de son foyer, de sa famille, de la Patrie – ces valeurs sont toujours le fondement et le cœur de la société russe. Ce sont elles qui, au bout du compte, soutiennent largement la souveraineté de notre pays.

Aujourd'hui de nouvelles traditions créées par le peuple sont apparues, comme le "Régiment immortel". C'est la marche solennelle de notre mémoire reconnaissante, des liens de sang toujours vivants entre les générations. Des millions de gens rejoignent les défilés avec les photos de leurs proches qui ont défendu la Mère Patrie et terrassé le nazisme. Cela signifie que leur vie, leurs épreuves et leurs sacrifices, la Victoire qu'ils nous ont léguée ne seront jamais oubliés.

Notre responsabilité devant le passé et l'avenir est de faire tout notre possible pour éviter la répétition des tragédies terribles. C'est pourquoi je me suis fait un devoir de publier un article sur la Seconde guerre mondiale et la Grande Guerre patriotique. J'ai discuté cette idée à plusieurs reprises dans mes conversations avec les dirigeants mondiaux et j'ai été bien compris. À la fin de l'année dernière, lors du sommet des dirigeants des pays de la CEI, nous étions tous unis : il est important de transmettre à nos descendants la mémoire que la victoire sur le nazisme a été remportée avant tout par le peuple soviétique, que dans cette lutte héroïque, au front et à l'arrière, côte à côte, les représentants de toutes les républiques de l'Union Soviétique s'étaient réunis. En même temps, j'ai discuté avec mes collègues la période difficile d'avant-guerre.

Cette conversation a eu un impact énorme en Europe et dans le monde entier. Cela veut dire que le retour aux leçons du passé est vraiment indispensable et pressant. En même temps il y a eu beaucoup d'émotions, de complexes mal dissimulés, d'accusations bruyantes. De nombreux politiciens, comme d'habitude, se sont hâtés de déclarer que la Russie essaie de réécrire l'histoire. En même temps ils n'ont pas pu démentir un seul fait, un seul argument. Évidemment, il est difficile et même impossible de contester les documents authentiques présents, à propos, non seulement dans les archives russes, mais aussi à l'étranger.

C'est pourquoi il existe une nécessité de continuer l'analyse des raisons qui ont amené à une guerre mondiale, les réflexions sur ses événements

complexes, ses tragédies et ses victoires, sur ses leçons – pour notre pays et pour le monde entier. Et là, je le répète, il est extrêmement important de se baser uniquement sur les documents des archives, les témoignages des contemporains, d'exclure toutes spéculations idéologiques et politisées.

Je dois rappeler encore une fois une chose évidente. Les raisons sous-jacentes de la Seconde guerre mondiale résultent pour beaucoup des décisions prises à l'issue de la Première guerre mondiale. Le traité de Versailles est devenu pour l'Allemagne le symbole d'une injustice profonde. Il s'agissait, de fait, du pillage du pays obligé à payer aux alliés occidentaux d'énormes indemnités de guerre qui épuisaient son économie. Le commandant en chef des armées alliées, maréchal de France Ferdinand Foch a donné au traité de Versailles une caractéristique prophétique : "ce n'est pas une paix, c'est un armistice de vingt ans".

C'était cette humiliation nationale qui a formé un terrain fertile pour les opinions radicales et revanchistes en Allemagne. Les nazis jouaient habilement sur ces sentiments et construisaient leur propagande en promettant de libérer l'Allemagne de "l'héritage de Versailles", de restaurer sa puissance d'autrefois, mais de fait ils poussaient le peuple allemand vers une nouvelle guerre. Cela semble paradoxal, mais ce processus était stimulé directement ou indirectement par les États occidentaux, avant tout la Grande-Bretagne et les États-Unis. Leurs cercles financiers et industriels investissaient bien activement dans les usines et les entreprises allemandes produisant des articles militaires. Et parmi l'aristocratie et l'establishment politique il y avait assez d'adeptes des mouvements nationalistes radicaux d'extrême droite qui prenaient de l'essor en Allemagne et en Europe.

"L'ordre mondial" de Versailles a engendré de nombreuses contradictions cachées et des conflits apparents. Ils avaient pour fondement les frontières des nouveaux États européens tracées arbitrairement par les vainqueurs dans la Première guerre mondiale. Presque immédiatement après leur apparition sur la

carte, on a vu surgir des différends territoriaux et des réclamations mutuelles qui se sont transformés en "mines à retardement".

La création de la Société des Nations était un des résultats les plus importants de la Première guerre mondiale. De grands espoirs étaient placés dans cette organisation pour assurer la paix durable et la sécurité collective. C'était une idée progressive dont la réalisation cohérente pourrait, sans exagération, prévenir la répétition des horreurs d'une guerre globale.

Mais la Société des Nations, dominée par les puissances victorieuses, la Grande-Bretagne et la France, s'est montrée inefficace et tout simplement noyée sous des propos vains. La Société des Nations et le continent européen en général n'ont pas entendu les appels réitérés de l'Union Soviétique à créer un système équitable de sécurité collective, notamment, à signer le Pacte oriental et le Pacte pacifique qui pourraient faire obstacle à l'agression. Ces propositions ont été négligées.

Ensuite, la Société des Nations n'a pas pu prévenir les conflits dans diverses parties du monde, comme l'agression de l'Italie contre l'Éthiopie, la guerre civile en Espagne, l'agression du Japon contre la Chine, l'Anschluss de l'Autriche. Et en ce qui concerne les accords de Munich, ce complot auquel participaient les dirigeants de la Grande-Bretagne et de la France étaient participants, ensemble avec Hitler et Mussolini, la Tchécoslovaquie a été démembrée avec l'assentiment total de la Société des Nations. Je dois noter à ce propos que, à la différence d'un grand nombre de dirigeants européens de cette époque, Staline ne s'est pas compromis par une rencontre personnelle avec Hitler, considéré alors à l'Occident comme un politicien tout à fait respectable et bienvenu dans les capitales européennes.

Au partage de la Tchécoslovaquie, la Pologne a participé ensemble avec l'Allemagne. Ils ont décidé d'avance et ensemble qui recevrait quelles terres tchécoslovaques. Le 20 septembre 1938 l'ambassadeur de la Pologne en Allemagne Jozef Lipski a transmis au ministre des affaires étrangères de la

Pologne Jozef Beck les assurances suivantes de Hitler : "...si les relations entre la Pologne et la Tchécoslovaquie arrivent jusqu'au conflit basé sur les intérêts polonais à Cieszyn, le Reich sera de notre côté [polonais]". Le chef des nazis donnait même des suggestions et conseillait que le début des actions polonaises "suive... l'occupation des Sudètes par les Allemands".

La Pologne se rendait compte que sans soutien hitlérien ses plans expansionnistes seraient voués à l'échec. Je vais citer ici le procès-verbal de l'entretien de l'ambassadeur allemand à Varsovie Hans-Adolf von Moltke avec Jozef Beck du 1 octobre 1938 sur les rapport polonais-tchèques et la position de l'URSS à cet égard. Voilà ce qui y est écrit : "...M. Beck ... a exprimé sa grande reconnaissance pour le traitement loyal des intérêts polonais à la conférence de Munich, aussi bien que pour la sincérité des relations durant le conflit tchèque. Le gouvernement et la société [il s'agit de ceux de la Pologne] rendent pleinement hommage à la position du Führer et Reichskanzler".

Le partage de la Tchécoslovaquie a été cruel et cynique. Munich a fait écrouler même les garanties formelles et fragiles qui restaient encore sur le continent. Il a montré que les accords mutuels ne valaient rien. C'est le complot de Munich qui a servi de "détente" qui a rendu inévitable la Grande Guerre en Europe.

Aujourd'hui les politiciens européens et avant tout les dirigeants polonais aimeraient "passer sous silence" Munich. Pourquoi ? Non seulement parce que leurs pays avaient alors trahi leurs obligations et certains avaient même participé au partage du butin. Mais aussi parce qu'il est un peu inconfortable de se rappeler que, pendant ces jours dramatiques de 1938, il n'y avait que l'URSS qui était intervenue en faveur de la Tchécoslovaquie.

L'Union Soviétique, en se basant sur ses obligations internationales, y compris les accords avec la France et la Tchécoslovaquie, a essayé de prévenir la tragédie. Tandis que la Pologne, poursuivant ses propres intérêts, s'opposait à toute force à la création du système de sécurité collective en Europe. Le

ministre des affaires étrangères polonais Jozef Beck en écrivait directement le 19 septembre 1938 à l'ambassadeur susmentionné Jozef Lipski avant la rencontre de ce dernier avec Hitler : "...au cours de l'année dernière le gouvernement polonais a rejeté quatre fois la proposition de se joindre à l'intervention internationale en faveur de la Tchécoslovaquie".

La Grande-Bretagne et la France, alliée principale des Tchèques et des Slovaques à l'époque, ont préféré abandonner leurs garanties et jeter aux loups ce pays d'Europe de l'Est. Et, pire encore, attirer les ambitions des nazis vers l'Orient, visant à ce que l'Allemagne et l'Union Soviétique s'affrontent inévitablement et se saignent à blanc.

C'était ça la politique occidentale de "pacification". Non seulement par rapport au Troisième Reich, mais aussi par rapport aux autres participants du soi-disant pacte anti-Komintern – l'Italie fasciste et le Japon militariste. Son point culminant à l'Extrême-Orient était l'accord anglo-japonais en été 1939 qui a laissé Tokyo les mains libres en Chine. Les puissances européennes majeures ne voulaient pas reconnaître le danger mortel pour le monde entier émanant de l'Allemagne et de ses alliés. Elles comptaient que, quant à elles, la guerre passerait de côté.

Le complot de Munich a démontré à l'Union Soviétique que les pays occidentaux allaient résoudre les questions de sécurité sans tenir compte de ses intérêts. Et qu'ils pourraient, à la première occasion, former un front antisoviétique.

Cependant l'Union Soviétique s'efforçait jusqu'au bout de profiter de toute opportunité pour créer une coalition antihitlérienne. Et ça, je le répète, malgré la position à double face des pays occidentaux. Ainsi, les dirigeants soviétiques obtenaient via leurs services de renseignements des informations détaillées sur les contacts de couloirs anglo-allemands en été 1939. Je le souligne : ils étaient bien intenses et se déroulaient pratiquement en même temps avec les négociations tripartites entre les représentants de la France, de la

Grande-Bretagne et de l'URSS que les partenaires occidentaux, au contraire, faisaient délibérément trainer. Je vais citer à ce propos un document provenant des archives britanniques. C'est une instruction à la mission militaire britannique qui est arrivée à Moscou en août 1939. Elle indique directement que la délégation doit "mener les négociations très lentement" et que "le gouvernement du Royaume-Uni n'est pas prêt à assumer les obligations détaillées qui pourraient limiter notre liberté d'action sous des circonstances quelconques". Je note aussi qu'à la différence des Anglais et des Français, la délégation soviétique était dirigée par les cadres supérieurs de l'Armée Rouge disposant de tous les pouvoirs nécessaires pour "signer une convention militaire sur l'organisation de la défense militaire de l'Angleterre, de la France et de l'URSS contre l'agression en Europe".

La Pologne qui ne voulait pas d'obligations envers la partie soviétique a joué son rôle dans l'échec des négociations. Même sous la pression des alliés occidentaux les dirigeants polonais refusaient les actions conjointes avec l'Armée Rouge contre la Wehrmacht. Ce n'est qu'après avoir reçu l'information sur l'arrivée de Ribbentrop à Moscou que Josef Beck, à contre-cœur et par l'intermédiaire des diplomates français au lieu d'agir directement, a informé la partie soviétique : "...en cas d'actions conjointes contre l'agression allemande la coopération entre la Pologne et l'URSS, sous des conditions techniques restant encore à définir, n'est pas exclue". En même temps il a expliqué à ses collègues : "...je ne m'oppose pas à cette rédaction uniquement aux fins de faciliter la tactique, et notre point de vue de principe concernant l'URSS est définitif et restera sans modifications".

Face à cette situation, l'Union Soviétique a signé le Traité de non-agression avec l'Allemagne. De fait, elle a été la dernière des pays d'Europe à le faire. Et ce, sur fond du danger réel d'avoir à faire la guerre sur deux fronts, contre l'Allemagne à l'ouest et contre le Japon à l'est où des combats acharnés se déroulaient déjà sur la rivière Khalkhin Gol.

Staline et son entourage méritent de nombreuses accusations justifiées. Nous nous rappelons des crimes du régime contre son propre peuple et les horreurs des répressions massives. Je le répète, on peut imputer beaucoup de choses aux dirigeants soviétiques, sauf l'absence de compréhension de la nature des menaces extérieures. Ils voyaient que les tentatives étaient entreprises de laisser l'Union Soviétique en combat singulier avec l'Allemagne et ses alliés. Et ils agissaient en pleine conscience de ce danger réel pour gagner du temps précieux et renforcer la défense du pays.

En ce qui concerne le Traité de non-agression signé à l'époque, c'est à l'égard de la Russie contemporaine qu'il y a beaucoup de discussions et de réclamations aujourd'hui. Oui, la Russie est l'héritière de l'URSS et la période soviétique, avec tous ses triomphes et tragédies, fait partie intégrante de notre histoire millénaire. Mais je dois aussi rappeler que l'Union Soviétique a donné une évaluation juridique et morale du soi-disant pacte Molotov-Ribbentrop. Le décret du Conseil suprême du 24 décembre 1989 condamne officiellement les protocoles secrets comme un "acte de pouvoir personnel" qui ne reflétait nullement "la volonté du peuple soviétique qui ne peut pas être tenu responsable pour ce complot".

En même temps d'autres États préfèrent passer sous silence les accords où les signatures des nazis et des politiciens occidentaux sont apposées. Sans parler d'évaluation juridique ou politique d'une telle collaboration. Y compris le conformisme taciturne de certains politiciens européens à l'égard des plans barbares des nazis. Allant jusqu'à les encourager directement. Il suffit de voir la phrase cynique de l'ambassadeur polonais en Allemagne Josef Lipski lâchée pendant sa conversation avec Hitler le 20 septembre 1938 : "...pour le règlement de la question juive nous [les Polonais] érigerons en son honneur un beau monument à Varsovie".

Ensuite, nous ne savons pas s'il y a eu des "protocoles" et des annexes secrets aux accords de nombreux pays avec les nazis. Il ne nous reste que

"croire sur parole". Notamment, les documents sur les négociations secrètes anglo-allemandes ne sont toujours pas déclassifiés. C'est pourquoi nous appelons tous les États à intensifier le processus d'ouverture de leurs archives, la publication des documents précédemment inconnus datant d'avant-guerre et de la période de guerre. Comme la Russie le fait au cours de ces dernières années. Là nous sommes prêts à une large coopération et aux recherches conjointes des historiens.

Revenons quand même aux événements qui précédaient immédiatement la Seconde guerre mondiale. Il serait naïf de croire que, une fois la Tchécoslovaquie détruite, Hitler n'avancera pas de nouvelles réclamations territoriales. Cette fois-ci, à sa complice récente dans le partage de la Tchécoslovaquie, la Pologne. À propos, c'est encore l'héritage de Versailles qui a servi de motif – le destin du soi-disant corridor de Dantzig. La tragédie polonaise qui en a suivi est totalement sur la conscience des dirigeants polonais de l'époque qui ont empêché l'alliance militaire anglo-franco-soviétique, comptant sur l'aide des partenaires occidentaux. Qui a jeté son propre peuple sous les roues de la machine d'extermination hitlérienne.

L'offensive allemande se déroulait en stricte conformité avec la doctrine du Blitzkrieg. Malgré la résistance acharnée, héroïque de l'armée polonaise, une semaine seulement après le début de la guerre, le 8 septembre 1939, les troupes allemandes approchaient déjà Varsovie. Et les chefs militaires et politiques de la Pologne avaient fui vers le 17 septembre sur le territoire de la Roumanie, trahissant leur peuple qui continuait sa lutte contre les envahisseurs.

Les alliés occidentaux ont déçu les espérances polonaises. Après la déclaration de guerre à l'Allemagne les troupes françaises n'ont avancé que de quelques dizaines de kilomètres sur le territoire allemand. Tout cela avait l'air d'une démonstration de démarches actives. En plus, le Conseil suprême de Guerre anglo-français, réuni pour la première fois le 12 septembre 1939 à Abbeville en France, a décidé d'arrêter complètement l'offensive en raison des

déroulements rapides en Pologne. La fameuse "drôle de guerre" a commencé. Nous voyons ici la trahison directe par la France et l'Angleterre de leurs obligations envers la Pologne.

Plus tard, au cours du procès de Nuremberg les généraux allemands expliquaient ainsi leur succès rapide à l'est. L'ancien chef de l'état-major de la conduite des opérations militaires au Haut Commandement de la Wehrmacht Alfred Jodl a reconnu : "...si nous n'avons pas déjà échoué en 1939, c'est uniquement parce qu'environ 110 divisions françaises et anglaises qui s'opposaient à 23 divisions allemandes à l'ouest lors de notre guerre avec la Pologne sont restées complètement inertes".

J'ai demandé de trouver dans les archives l'ensemble des documents concernant les contacts entre l'URSS et l'Allemagne dans les journées dramatiques d'août-septembre 1939. Les documents témoignent : le paragraphe 2 du Protocole secret du Traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique du 23 août 1939 stipulait qu'en cas de réorganisation territoriale et politique des régions faisant partie de l'État polonais la ligne de partage des sphères d'influence des deux pays doit "passer approximativement par la ligne de la rivière Narew, du fleuve Vistule et de la rivière San". Autrement dit, la sphère d'influence soviétique couvrait non seulement les territoires habités principalement par la population ukrainienne et biélorusse, mais aussi les terres historiquement polonaises de l'interfluve du Boug et de la Vistule. C'est un fait peu connu aujourd'hui.

Tout comme le fait que, aussitôt après l'agression contre la Pologne dans les premiers jours de septembre 1939 Berlin appelait obstinément et à plusieurs reprises que Moscou se joigne aux hostilités. Mais les dirigeants soviétiques faisaient la sourde oreille à ces appels. Et n'avaient pas d'intention de s'enfourner dans les déroulements dramatiques jusqu'au bout.

Ce n'est que quand il est devenu définitivement évident que la Grande-Bretagne et la France ne cherchent pas à aider leur alliée et que la Wehrmacht

est capable d'occuper rapidement toute la Pologne et apparaître, de fait, aux approches de Minsk, la décision a été prise d'envoyer le 17 septembre au matin les formations de l'Armée Rouge dans les soi-disant kresy (confins) orientaux. Aujourd'hui ce sont des parties du territoire de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Lituanie.

Il est évident qu'il ne restait plus d'autres options. Sinon les risques pour l'URSS auraient augmenté maintes fois. Car, je le répète, l'ancienne frontière soviétique-polonaise ne passait qu'à quelques dizaines de kilomètres de Minsk. Et la guerre inévitable contre les nazis aurait commencé pour le pays sur des positions stratégiques extrêmement désavantageuses. Et des millions de personnes de nationalités différentes, y compris les Juifs habitant aux alentours de Brest et Grodno, de Przemysl, de Lvov et de Vilna, auraient été laissés en proie aux nazis et à leurs acolytes locaux, les antisémites et les nationalistes radicaux.

C'est exactement le fait que l'Union Soviétique cherchait, jusqu'au bout, d'éviter de participer au conflit qui s'échauffait et ne voulait pas jouer du côté de l'Allemagne qui a fait de sorte que l'affrontement réel des troupes soviétiques et allemandes a eu lieu beaucoup plus loin à l'est que les frontières stipulées dans le protocole secret. Non sur la Vistule, mais sur la soi-disant ligne Curzon recommandée en 1919 encore par la Triple-Entente en qualité de frontière orientale de la Pologne.

Comme on le sait, le subjonctif est difficilement applicable aux événements qui ont déjà eu lieu. Je vais dire seulement qu'en septembre 1939 les dirigeants soviétiques avaient la possibilité réelle de repousser les frontières occidentales de l'URSS encore plus à l'ouest, jusqu'à Varsovie, mais ils ont décidé de ne pas le faire.

Les Allemands ont proposé de légaliser le nouveau status quo. Le 28 septembre 1939 Joachim von Ribbentrop et Viatcheslav Molotov ont signé à Moscou le Traité germano-soviétique d'amitié, de coopération et de

démarcation, aussi bien que le protocole secret sur la modification de la frontière d'État qui reconnaissait comme telle la ligne de démarcation où les deux armées étaient, de fait, disposées.

En automne 1939, tout en résolvant ses objectifs stratégiques et militaires de défense, l'Union Soviétique a commencé le processus de l'incorporation de la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. Leur adhésion à l'URSS a été réalisée dans le cadre d'un traité avec l'accord des autorités élues. Cela répondait aux normes du droit international et public de l'époque. En plus, la Lituanie a pu récupérer en octobre 1939 la ville de Vilna et ses alentours qui avaient appartenu à la Pologne. Les républiques Baltes au sein de l'URSS ont préservé leurs autorités, leurs langues, elles avaient des représentations dans les structures d'État soviétiques de plus haut niveau.

Pendant tous ces mois la lutte diplomatique, militaire et politique invisible aux yeux d'autrui, le travail des renseignements ne cessait pas. Moscou comprenait qu'elle avait affaire à un ennemi implacable et cruel, qu'une guerre sous-jacente avec le nazisme était déjà en cours. Et il n'y a aucune raison de considérer les déclarations officielles et les notes formelles de protocole de ces années-là comme une preuve d'une "amitié" quelconque entre l'URSS et l'Allemagne. L'URSS entretenait des contacts commerciaux et techniques actifs non seulement avec l'Allemagne, mais aussi avec d'autres pays. En même temps Hitler essayait, coup sur coup, d'entraîner l'URSS dans un affrontement avec la Grande-Bretagne. Mais les dirigeants soviétiques n'ont pas cédé à ces persuasions.

La dernière tentative d'appeler l'URSS à des actions conjointes a été entreprise par Hitler lors de la visite de Molotov à Berlin en novembre 1940. Mais Molotov a suivi avec précision les instructions de Staline en se limitant aux propos généraux sur l'idée des Allemands concernant l'adhésion de l'URSS au Pacte tripartite – l'alliance de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon signé en septembre 1940 contre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ce n'est

pas par hasard que, déjà le 17 novembre, Molotov donnait les instructions suivantes au représentant plénipotentiaire soviétique Ivan Maïski qui était alors à Londres : "Pour votre référence... Aucun traité n'a été signé à Berlin et ce n'était pas prévu. À Berlin, nous nous sommes limités... à échanger les avis... Les Allemands et les Japonais, comme on le voit, aimeraient bien nous pousser vers le golfe Persique et l'Inde. Nous avons décliné la discussion de cette question car nous considérons inappropriés de tels conseils de la part de l'Allemagne". Et le 25 novembre les dirigeants soviétiques y ont mis le point final. Ils ont officiellement posé à Berlin des conditions inacceptables pour les nazis, y compris le rappel des troupes de la Finlande, le traité d'assistance entre l'URSS et la Bulgarie, etc. Excluant donc délibérément toutes possibilités d'adhésion au Pacte. Cette position a définitivement raffermi l'intention du Führer de déclencher la guerre contre l'URSS. Et en décembre, rejetant toutes les préventions de ses stratèges sur le danger catastrophique d'une guerre sur deux fronts, Hitler approuvait déjà le plan Barbarossa. Il l'a fait car il comprenait bien que l'Union Soviétique était la force essentielle qui s'opposait à lui en Europe. Et l'affrontement futur à l'Est déciderait l'issue de la guerre mondiale. Et la marche vers Moscou serait rapide et réussie, il en était sûr.

Je voudrais souligner particulièrement : de fait, les pays occidentaux ont approuvé alors les actions soviétiques et reconnu la volonté de l'Union Soviétique d'assurer sa sécurité. Ainsi, le 1 octobre 1939 Winston Churchill, à l'époque Premier Lord de l'Amirauté britannique, a dit dans son discours à la radio : "La Russie poursuit une politique froide de ses propres intérêts... Pour défendre la Russie de la menace nazie, il était clairement nécessaire que les armées russes se trouvent sur cette ligne [il s'agit de la nouvelle frontière occidentale]". Le 4 octobre 1939 le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne Edward Halifax a déclaré à la Chambre des Lords : "...il est à rappeler que les actions du gouvernement soviétique consistaient, de fait, à reporter la frontière jusqu'à la ligne recommandée lors de la conférence de

Versailles par lord Curzon... Je ne fais que citer des faits historiques et j'estime qu'ils sont indéniables". L'homme d'État et politicien britannique connu David Lloyd George soulignait : "Les armées russes ont occupé les territoires qui ne sont pas polonais et qui ont été pris par la Pologne de force après la Première guerre mondiale... Ce serait un acte de folie criminelle de mettre l'avancement russe sur le même pied d'égalité avec l'avancement des Allemands".

Et dans les entretiens informels avec le représentant plénipotentiaire soviétique Ivan Maïski les hommes politiques haut placés et diplomates anglais parlaient plus franchement. Le Sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères Richard Butler a communiqué le 17 octobre 1939 que "...dans les cercles gouvernementaux anglais, on croit qu'il ne peut pas être question du retour de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentales à la Pologne. S'il était possible de créer une Pologne ethnographique de dimensions modestes avec les garanties non seulement de l'URSS et de l'Allemagne, mais aussi de l'Angleterre et de la France, le gouvernement britannique se croirait tout à fait satisfait". Le 27 octobre 1939, le conseiller en chef de Neville Chamberlain Horace Wilson a dit : "La Pologne doit être restaurée comme un État autonome sur sa base ethnographique, mais sans Ukraine occidentale et Biélorussie".

Il est à noter que ces entretiens sondaient également le terrain pour améliorer des relations soviétiques-britanniques. Ces contacts ont en grande partie posé les fondements de la future alliance et de la coalition antihitlérienne. Churchill se démarquait parmi les politiciens responsables et clairvoyants – malgré son antipathie bien connue envers l'URSS, il s'était déjà prononcé en faveur de la coopération. En mai 1939 déjà il a déclaré à la Chambre des communes : "Nous serons en danger mortel si nous ne pouvons pas créer une grande alliance contre l'agression. Ce serait la plus grande bêtise si nous rejetions la coopération naturelle avec la Russie Soviétique". Et après le début des hostilités en Europe, lors de la rencontre avec Ivan Maïski le 6 octobre 1939, il a dit confidemment qu'il n'y avait "...aucun différend sérieux entre la

Grande-Bretagne et l'URSS, et donc aucune raison pour des relations tendues et insatisfaisantes. Le gouvernement britannique... voudrait développer... les relations commerciales. Il serait aussi prêt à discuter toutes autres mesures susceptibles de favoriser l'amélioration des relations".

La Seconde Guerre mondiale ne s'est pas produite du jour au lendemain, elle n'a pas commencé soudainement, à l'improviste. Et l'agression de l'Allemagne contre la Pologne n'était pas inattendue. Elle est le résultat de nombreuses tendances et facteurs dans la politique mondiale de l'époque. Tous les événements d'avant-guerre se sont alignés dans une seule chaîne fatale. Mais, sans aucun doute, le facteur essentiel qui a déterminé la plus grande tragédie de l'histoire humaine est l'égoïsme des États, leur lâcheté, leur complaisance à l'agresseur qui prenait de l'essor, l'incapacité des élites politiques à chercher des compromis.

C'est pourquoi il serait malhonnête d'affirmer que la visite de deux jours à Moscou du ministre des affaires étrangères nazi Ribbentrop est la raison principale qui a engendré la Seconde guerre mondiale. Tous les pays majeurs assument à un certain degré leur part de responsabilité pour son début. Chacun a commis des erreurs irréparables en croyant présomptueusement qu'il pouvait jouer au plus habile, se procurer des avantages unilatéraux ou rester à l'écart du désastre mondial déjà apparu à l'horizon. Et c'est cette imprévoyance, ce refus de créer un système de sécurité collective qui ont dû être payés par des millions de vies et des pertes colossales.

Je l'écris sans la moindre intention de me constituer en juge, d'accuser ou d'acquitter qui que se soit, encore moins de déclencher un nouveau tour de confrontation informationnelle internationale qui peut opposer les États et les peuples. Je crois que c'est la science académique avec une large représentation des scientifiques réputés de différents pays qui doit s'occuper de la recherche des évaluations réfléchies des événements passés. Nous avons tous besoin de vérité et d'objectivité. De ma part, j'ai toujours appelé mes collègues à un

dialogue calme, ouvert, confiant. À une vision autocritique et impartiale du passé commun. Une telle approche permettra de ne pas répéter les erreurs commises à l'époque et d'assurer un développement paisible et prospère pour de nombreuses années à venir.

Mais beaucoup d'entre nos partenaires ne sont pas encore prêts à un travail commun. Bien au contraire, en poursuivant leurs intérêts, ils augmentent le nombre et les dimensions des attaques informatiques contre notre pays, ils veulent nous forcer à nous défendre, à nous sentir coupables. Ils adoptent des déclarations complètement hypocrites et politisées. Prenons, par exemple, la résolution approuvée le 19 septembre 2019 par le Parlement européen "Sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe" a directement accusé l'URSS, ensemble avec l'Allemagne nazie, du déclenchement de la Seconde guerre mondiale. Naturellement, il n'y pas une seule mention de Munich.

J'estime que ces "papiers" – je ne peux pas traiter cette résolution de document – avec leur intention évidente du scandale contiennent des menaces dangereuses et bien réelles. Elle a été quand même adoptée par un organisme bien respectable. Et qu'est-ce qu'il vient de démontrer ? Malheureusement, c'est une politique consciente visant à la destruction de l'ordre mondial d'après-guerre dont la création a été l'honneur et la responsabilité des pays dont nombre de représentants ont voté aujourd'hui pour cette déclaration mensongère. Ils ont donc porté la main sur les conclusions du tribunal de Nuremberg, sur les efforts de la communauté mondiale qui a créé les institutions internationales universelles après 1945, l'année victorieuse. Je rappelle à cet égard que le processus même de l'intégration européenne au cours de laquelle les structures en question ont été créées, y compris le Parlement européen, n'est devenu possible que grâce aux leçons tirés du passé, à ses évaluations juridiques et politiques. Et ceux qui remettent consciemment en cause ce consensus détruisent les fondements de toute l'Europe d'après-guerre.

À part la menace pour les principes fondamentaux de l'ordre mondial il y a aussi un côté moral, spirituel. Le bafouement, l'outrage de la mémoire est une infamie. L'infamie peut être délibérée, hypocrite, tout à fait consciente, quand les déclarations à l'occasion du 75^e anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale énumèrent tous les participants de la coalition antihitlérienne sauf l'URSS. L'infamie peut être lâche, quand les monuments érigés en l'honneur des combattants contre le nazisme sont rasés et les actions honteuses sont justifiées par des slogans mensongers sur la lutte contre l'idéologie indésirable et la prétendue occupation. L'infamie peut être sanglante, quand ceux qui s'opposent aux néonazis et aux héritiers des bandéristes sont assassinés et brûlés. Je le répète, l'infamie se manifeste sous divers aspects, elle n'en est pas moins abominable.

L'oubli des leçons de l'histoire vire inévitablement à une lourde rançon. Nous allons défendre fermement la vérité basée sur les faits historiques confirmés par des documents. Nous continuerons de parler franchement et impartialement des événements de la Seconde guerre mondiale. C'est ce qui est visé, entre autres, par le projet ambitieux de créer en Russie la plus grande collection des documents d'archives, des films et des photographies sur l'histoire de la Seconde guerre mondiale et la période d'avant-guerre.

Ce travail est déjà en cours. J'ai également utilisé beaucoup de matériels nouveaux, récemment trouvés et déclassifiés pour cet article. Et je peux dire en toute responsabilité à cet égard qu'il n'existe pas de documents d'archives qui confirment la version sur l'intention de l'URSS de déclencher une guerre préventive contre l'Allemagne. Oui, les dirigeants militaires soviétiques soutenaient la doctrine qu'en cas d'agression l'Armée Rouge donnerait une riposte rapide à l'ennemi, passerait à l'offensive et ferait la guerre sur le territoire ennemi. Mais ces plans stratégiques ne signifiaient pas du tout l'intention d'attaquer l'Allemagne en premiers.

Bien sûr, les historiens ont aujourd'hui à leur disposition les documents de programmation militaire, les directives des états-majors soviétiques et allemands. En fin de compte, nous savons comment les événements se sont déroulés en réalité. Du haut de ce savoir beaucoup délibèrent sur les actions, les erreurs, les décomptes des dirigeants militaires et politiques du pays. À cet égard, je ne peux dire qu'une chose: ensemble avec le flux énorme de la désinformation de toute sorte, les leaders soviétiques recevaient des informations réelles sur l'agression des nazis qui était en train de se préparer. Et dans les mois d'avant-guerre ils ont entrepris des démarches visant à augmenter l'aptitude opérationnelle du pays, y compris l'appel secret d'une partie de personnel assujetti aux obligations militaires pour période d'instruction, le redéploiement des formations et des réserves depuis les régions militaires intérieures vers les frontières occidentales.

La guerre n'a pas été soudaine, nous l'attendions et nous nous y préparions. Mais le coup des nazis a vraiment été porté avec une puissance écrasante inédite dans l'histoire. Le 22 juin 1941 l'Union Soviétique s'est confrontée avec l'armée la plus forte, mobilisée et entraînée du monde, soutenue par le potentiel industriel, économique et militaire de presque toute l'Europe. Ce n'était pas seulement la Wehrmacht qui a participé à cette invasion meurtrière, mais aussi les satellites de l'Allemagne, les contingents militaires de beaucoup d'autres États du continent européen.

Les défaites militaires accablantes de 1941 ont amené le pays au bord du désastre. Il a fallu des méthodes extraordinaires pour restaurer l'aptitude opérationnelle et la capacité manœuvrière: mobilisation totale, emploi de toutes les forces de l'État et du peuple. En été 1941 déjà, sous le feu ennemi, l'évacuation à l'Est de millions de gens, des centaines d'usines et d'entreprises a débuté. Dans les plus brefs délais, la production des armes et des munitions à l'arrière a été mise en marche; ces armes et munitions sont arrivées au front vers le premier hiver de guerre, et vers 1943 nous avons dépassé les chiffres de

production militaire de l'Allemagne et de ses alliés. En un an et demi les gens soviétiques ont accompli ce qui paraissait impossible. Au front comme à l'arrière. Et il est toujours difficile de réaliser, de comprendre, de se figurer les efforts incroyables, le courage, le dévouement nécessaires pour ces avancées formidables.

Contre la machine envahissante des nazis, puissante, froide, armée jusqu'aux dents, c'est la force gigantesque de la société soviétique qui s'est levée, unie par la volonté de défendre sa terre natale. De se venger de l'ennemi qui a brisé, piétiné la vie paisible, ses plans et ses espoirs.

Bien sûr, pendant cette guerre horrible et sanglante certains étaient en proie à la peur, au désarroi, au désespoir. Il y a eu des trahisons et des désertions. La rupture cruelle engendrée par la révolution et la Guerre civile, le nihilisme, l'attitude moqueuse envers l'histoire nationale, les traditions, la religion que les bolcheviks essayaient de cultiver, surtout dans les premières années après leur arrivée au pouvoir – tout cela se faisait sentir. Mais l'état d'âme commun pour les citoyens soviétiques et nos compatriotes à l'étranger était tout à fait autre – préserver, sauver la Patrie. C'était un élan sincère et impétueux. Les gens cherchaient les repères dans les vraies valeurs patriotiques.

Les "stratèges" nazis étaient persuadés qu'il était facile d'écraser un État énorme et multiethnique. Ils comptaient qu'une guerre subite, son implacabilité et son poids insupportables allaient exaspérer inévitablement les relations interethniques. Et le pays pourrait alors être démembré. Hitler déclarait ouvertement: "Notre politique envers les peuples habitant les vastes étendues de la Russie doit consister à encourager toute forme de différends et de divisions".

Mais dès les premiers jours il est devenu évident que ce plan des nazis a échoué. Les guerriers qui défendaient la forteresse de Brest jusqu'à la dernière goutte de sang appartenaient à plus de 30 nationalités. Au cours de toute la guerre, dans les grandes batailles décisives et en défendant chaque place

d'armes, chaque mètre de la terre natale, nous voyons des exemples de cette union.

La région de la Volga, l'Oural, la Sibérie et l'Extrême-Orient, les républiques d'Asie Centrale et de Transcaucasie ont accueilli des millions d'évacués comme dans leur maison natale. Leurs habitants partageaient avec eux le dernier morceau, les soutenaient comme ils pouvaient. L'amitié des peuples et leur aide mutuelle sont devenus pour l'ennemi une vraie forteresse inébranlable.

L'apport principal, décisif à la déroute du nazisme, quoi qu'on essaie de prouver maintenant, appartient à l'Union Soviétique, à l'Armée Rouge. Aux héros qui ont combattu jusqu'au bout dans les encerclements aux alentours de Bialystok et Moguilev, Ouman et Kiev, Viazma et Kharkov. Qui poursuivaient l'attaque près de Moscou et Stalingrad, Sébastopol et Odessa, Koursk et Smolensk. Qui ont libéré Varsovie, Belgrade, Vienne et Prague. Qui ont pris d'assaut Königsberg et Berlin.

Nous défendons la vérité sur la guerre comme elle est, sans la poulécher ou laquer. Cette vérité humaine du peuple, âpre, sévère et implacable, nous a été transmise en grande partie par les écrivains et les poètes qui ont connu le feu et l'enfer des épreuves du front. Pour ma génération, comme pour les autres d'ailleurs, leurs histoires et romans sincères et profonds, leur "prose de lieutenants" et leurs poèmes ont laissé à jamais une empreinte dans le cœur. Ils sont devenus un testament nous léguant de vénérer les vétérans qui ont fait tout leur possible pour la Victoire. De garder la mémoire de ceux qui sont tombés sur les champs de bataille.

Aujourd'hui encore, nous sommes profondément frappés par les lignes simples et grandioses dans leur essence du poème d'Alexandre Tvardovski "Je suis mort près de Rjev..." consacré aux participants de la bataille sanglante et cruelle de la Grande Guerre patriotique sur la partie centrale du front germano-soviétique. Pendant les combats pour la ville et l'embase de Rjev seulement,

depuis octobre 1941 à mars 1943, l'Armée Rouge a perdu (y compris blessés et portés disparus) 1 342 888 personnes. Ces chiffres rassemblés dans les sources d'archives, affreux, tragiques, très loin d'être complets, je les cite pour la première fois. Pour rendre hommage à l'exploit des héros connus et inconnus dont on parlait dans les années d'après-guerre, pour des raisons différentes, injustement peu ou ne parlait pas du tout.

Je vais citer encore un document. C'est le rapport de la Commission internationale sur les réparations allemandes présidée par Ivan Maïski, rédigé en février 1945. La Commission avait pour objectif de définir la formule selon laquelle l'Allemagne vaincue devait réparer les dommages subis par les puissances victorieuses. La Commission en est venue à la conclusion que "le nombre de soldats-jours dépensés par l'Allemagne au front soviétique dépasse ce nombre sur tous les autres fronts alliés de 10 fois au minimum. Le front soviétique a également dérivé quatre cinquièmes de chars allemands et près de deux tiers d'avions allemands". Au total, la proportion de l'URSS dans tous les efforts militaires de la coalition antihitlérienne est près de 75%. Au cours des années de guerre l'Armée Rouge a "broyé" 626 divisions des pays de l'Axe dont 508 allemandes.

Le 28 avril 1942 Roosevelt a dit dans son discours à la nation américaine: "Les troupes russe ont détruit et continue de détruire plus de matériel humain, de chars et d'avions de notre ennemi commun que tout le reste des Nations Unies ensemble". Dans sa lettre à Staline du 27 septembre 1944 Churchill écrivait que "c'est l'armée russe qui a éventré la machine de guerre allemande...".

Cette évaluation a eu des répercussions dans le monde entier. Car ces mots contiennent la grande vérité que personne ne mettait en doute à l'époque. Presque 27 millions de citoyens soviétiques sont morts aux fronts, en captivité allemande, de faim ou sous les bombes, dans les ghettos et les fourneaux des camps d'extermination nazis. L'URSS a perdu un citoyen sur sept, la Grande-

Bretagne – un sur 127, les États-Unis – un sur 320. Malheureusement, ce chiffre des pertes accablantes, irréparables de l'Union Soviétique est loin d'être définitif. Nous avons devant nous un travail minutieux pour établir les noms et les destins de tous les morts – combattants de l'Armée Rouge, résistants, clandestins, prisonniers de guerre et de camps de concentration, civils assassinés par les fusilleurs. C'est notre devoir. Et là, un rôle particulier appartient aux participants du mouvement de recherche, aux groupes d'éducation militaire et patriotique et aux bénévoles, à de tels projets comme la base de données électronique "Mémoire du peuple" fondée sur les documents d'archives. Et, bien sûr, une coopération internationale étroite est indispensable pour atteindre cet objectif humanitaire commun.

La victoire était remportée par les efforts de tous les pays et tous les peuples qui luttaient contre l'ennemi commun. L'armée britannique a protégé sa patrie contre l'invasion, elle a combattu les nazis et leurs satellites sur la Méditerranée et en Afrique du Nord. Les troupes américaines et britanniques ont libéré l'Italie et ouvert le Second front. Les États-Unis ont porté des coups puissants, écrasants à l'agresseur sur le Pacifique. Nous gardons la mémoire des victimes colossales du peuple chinois et de son rôle énorme dans la déroute des militaristes japonais. Nous n'oublierons jamais les guerriers de la "France combattante" qui n'ont pas accepté la capitulation honteuse et continuaient de lutter contre les nazis.

Nous serons aussi toujours reconnaissants pour l'assistance prêtée par les Alliés qui ont approvisionné l'Armée Rouge en munitions, matières premières, aliments, matériel militaire. Et elle a été considérable – près de 7% du volume total de production militaire de l'Union Soviétique.

Le noyau de la coalition antihitlérienne a commencé à se former immédiatement après l'agression contre l'Union Soviétique quand les États-Unis et la Grande-Bretagne l'ont appuyée pleinement dans sa lutte contre l'Allemagne hitlérienne. Lors de la Conférence de Téhéran de 1943 Staline,

Roosevelt et Churchill ont formé l'alliance des grandes puissances, se sont mis d'accord sur l'élaboration de la diplomatie de coalition et d'une stratégie commune dans la lutte contre la menace meurtrière commune. Les leaders des Trois grands comprenaient clairement que l'union des potentiels industriels, matériaux et militaires de l'URSS, des États-Unis et de la Grande-Bretagne créera une suprématie incontestable par rapport à l'adversaire.

L'Union Soviétique avait pleinement rempli ses obligations envers les alliés en leur tendant toujours la main. Ainsi, l'opération d'envergure "Bagration" de l'Armée Rouge en Biélorussie a appuyé le débarquement des troupes anglo-américaines en Normandie. En janvier 1945, la percée vers Oder de nos soldats a fait le deuil de la dernière offensive puissante de la Wehrmacht sur le Front de l'ouest dans les Ardennes. Et trois mois après la victoire sur l'Allemagne l'URSS' en stricte conformité avec les accords de Yalta, a déclaré la guerre au Japon et a mis en déroute l'armée japonaise du Guangdong d'un million de soldats.

En juillet 1941 les dirigeants soviétiques avaient déjà déclaré que "l'objectif de la guerre contre les oppresseurs fascistes est non seulement d'éliminer la menace qui pèse sur notre pays, mais aussi d'aider tous les peuples d'Europe qui gémissent sous le joug du fascisme germanique". Vers la moitié de 1944 l'ennemi était pratiquement chassé du tout le territoire soviétique. Mais il restait encore à l'achever dans sa tanière. Et l'Armée Rouge a commencé sa mission de libération en Europe. Elle a sauvé des peuples entiers de l'extermination et de l'esclavage, des horreurs de l'Holocauste. Au prix des centaines de milliers de vies des soldats soviétiques.

Il est aussi important de ne pas oublier l'assistance matérielle énorme prêtée par l'URSS aux pays libérés pour écarter la menace de la famine, restaurer l'économie et l'infrastructure. Et elle le faisait à l'époque où sur des milliers de lieues depuis Brest jusqu'à Moscou et à la Volga il ne restait que des cendres. Ainsi, en mai 1945 le gouvernement de l'Autriche a demandé à

l'URSS de prêter assistance avec les aliments "ne sachant pas de quoi nourrir sa population dans les sept semaines à venir avant la nouvelle récolte". L'acceptation des dirigeants soviétiques d'envoyer des produits alimentaires a été caractérisée par le Chancelier fédéral du gouvernement provisoire de la République d'Autriche Karl Renner comme un "acte salvateur..." que "les Autrichiens n'oublieront jamais".

Les Alliés ont créé ensemble le Tribunal militaire international appelé à punir les criminels politiques et de guerre nazis. Ses verdicts donnent une qualification juridique nette de tels crimes contre l'humanité comme le génocide, les purges ethniques et religieuses, l'antisémitisme et la xénophobie. Le tribunal de Nuremberg a condamné aussi directement et explicitement les acolytes des nazis, les collaborationnistes de toute sorte.

Ce phénomène honteux a eu lieu dans tous les États d'Europe. Les "personnalités" comme Pétain, Quisling, Vlassov, Bandera, leurs acolytes et successeurs avaient beau se présenter en défenseurs de l'indépendance nationale ou des libérateurs luttant contre le communisme, ils n'en sont pas moins des traîtres et des bourreaux. Leur inhumanité dépassait souvent celle de leurs maîtres. Essayant d'attirer des faveurs, ils remplissaient volontiers les tâches les plus cruelles dans les groupes de nettoyage spéciaux. Les fusillades de Babi Yar, les massacres en Volhynie, Khatyn incendié, les exterminations des Juifs en Lituanie et Lettonie sont l'œuvre de leurs mains sanglantes.

Et aujourd'hui notre position est immuable: les actes criminels des acolytes des nazis ne peuvent pas avoir de justification, ils n'ont pas de délai de prescription. C'est pourquoi il est bien étonnant que dans certains pays ceux qui se sont compromis par la collaboration avec les nazis se voient soudain égaux aux anciens combattants de la Seconde guerre mondiale. Je crois inadmissible de mettre sur un pied d'égalité les libérateurs et les occupants. Quant à la glorification des acolytes des nazis, je ne peux y voir que la trahison de la

mémoire de nos pères et grands-pères. La trahison des idéaux qui avaient uni les peuples dans la lutte contre le nazisme.

Les dirigeants de l'URSS, des États-Unis et de la Grande Bretagne avaient devant eux, sans exagération, un objectif historique. Staline, Roosevelt et Churchill représentaient des pays dont les idéologies, des ambitions de l'États, des intérêts et des cultures étaient différents, mais ils ont fait preuve d'une volonté politique énorme, dépassé les contradictions et les partialités et considéré comme l'objectif prioritaire les vrais intérêts du monde. Et finalement ils ont pu se mettre d'accord et en venir à une décision avantageuse pour l'humanité entière.

Les puissances victorieuses nous ont légué un système qui est devenu la quintessence des recherches intellectuelles et politiques de plusieurs siècles. Une série de conférences – Téhéran, Yalta, San-Francisco, Potsdam – ont posé les fondements pour que le monde vive sans guerre globale pendant 75 ans déjà, malgré les contradictions les plus aigües.

Le révisionnisme historique dont les manifestations nous voyons aujourd'hui à l'Occident, surtout au sujet de la Seconde guerre mondiale et de ses résultats, est dangereux car il défigure grossièrement et cyniquement la compréhension des principes du développement pacifique établis en 1945 par les conférences de Yalta et de San-Francisco. L'avancée historique principale de Yalta et des autres décisions de l'époque est la volonté de créer un mécanisme qui permette aux puissances majeures de rester dans le cadre de la diplomatie en réglant les différends surgissant entre elles.

Le 20^e siècle a apporté des conflits mondiaux totaux et globaux, et en 1945 l'arme nucléaire a fait son apparition sur l'arène, susceptible de détruire la Terre physiquement. Autrement dit, le règlement des conflits par la force est devenu extrêmement dangereux. Et les vainqueurs dans la Seconde guerre mondiale le comprenaient. Ils le comprenaient et ils étaient conscients de leur propre responsabilité devant l'humanité.

La triste expérience de la Société des Nations a été prise en compte en 1945. La structure du Conseil de sécurité des Nations Unies a été élaborée de façon à rendre les garanties de paix les plus concrètes et efficaces possibles. Ainsi l'institution des membres permanents du Conseil de sécurité est apparue, avec le droit de veto comme leur privilège et leur responsabilité.

Qu'est-ce que c'est que le droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies? Pour être franc – c'est la seule alternative à l'affrontement direct des pays majeurs. C'est la déclaration de l'une des cinq puissances qu'une telle ou telle décision est inadmissible pour elle, va à l'encontre de ses intérêts et sa représentation de l'approche correcte. Et les autres pays, même s'ils ne sont pas d'accord, prennent cette position pour acquis, renonçant aux tentatives de donner corps à leurs ambitions unilatérales. C'est-à-dire, d'une manière ou d'une autre, il faut chercher des compromis.

Une nouvelle confrontation globale a débuté presque aussitôt après la fin de la Seconde guerre mondiale et avait de temps en temps un caractère très acharné. Et le fait que la guerre froide ne s'est pas transformée en Troisième guerre mondiale a confirmé d'une manière convaincante l'efficacité des accords conclus par les "Trois grands". Les règles de conduite coordonnées lors de la création des Nations Unies ont permis plus tard de réduire les risques au minimum et de garder la confrontation sous contrôle.

Nous voyons, bien sûr, que le système des Nations Unies fonctionne aujourd'hui avec tension et n'est pas si efficace comme il pourrait l'être. Mais quant à leur fonction principale, les Nations Unies la remplissent toujours. Les principes de l'activité du Conseil de sécurité des Nations Unies sont un mécanisme unique pour la prévention d'une grande guerre ou d'un conflit global.

Les appels à annuler le droit de veto et de refuser les options spéciales aux membres permanents du Conseil de sécurité qui se font entendre bien souvent ces derniers temps sont en réalité irresponsables. Car si cela se passe,

l'Organisation des Nations Unies se transformera dans son essence en la fameuse Société des Nations, cette réunion pour des propos vains n'ayant aucun moyen de pression pour influencer les processus mondiaux. Nous connaissons très bien la fin. Voilà pourquoi les puissances victorieuses abordaient la création du nouveau système de l'ordre mondiale le plus sérieusement possible pour ne pas répéter l'erreur de leurs prédécesseurs.

La création du système moderne des relations internationales est un des résultats les plus importants de la Seconde guerre mondiale. Même les contradictions les plus inconciliables, soient-elles géopolitiques, idéologiques, économiques, n'empêchent pas de trouver des formes de coexistence et d'interaction pacifiques s'il y a le désir et la volonté de le faire. Aujourd'hui le monde traverse une période qui n'est pas très calme. Tout est en train de changer, depuis la disposition globale des puissances et des influences jusqu'aux principes sociaux, économiques et technologiques de la vie des sociétés, des États, des continents entiers. Au cours des époques écoulées les changements d'une telle envergure ne se passaient pratiquement jamais sans grands conflits militaires. Sans bras de fer pour la construction d'une nouvelle hiérarchie globale. Grâce à la sagesse et à la clairvoyance des hommes politiques il a été possible de créer un système qui prévient les manifestations extrêmes de cette rivalité objective et historiquement inhérente au développement mondial.

Notre devoir, je parle de tous ceux qui assument la responsabilité politique, et avant tout des représentants des puissances victorieuses dans la Seconde guerre mondiale, est de garantir que ce système se préserve et se perfectionne. Aujourd'hui comme en 1945, il est important de faire preuve de volonté politique et de discuter notre avenir ensemble. Nos collègues, Messieurs Xi Jinping, Macron, Trump, Johnson, ont soutenu l'initiative russe d'organiser une réunion des dirigeants de cinq États nucléaires, membres permanents du

Conseil de sécurité. Nous les remercions pour cela et espérons que cette réunion personnelle pourra se réaliser à la première occasion.

Comment voyons-nous l'ordre du jour du futur sommet? En premier lieu, à notre avis, il serait opportun de discuter les démarches pour le développement des principes collectifs dans les affaires internationales. De parler franchement de la préservation de la paix, du renforcement de la sécurité globale et régionale, du contrôle des armements stratégiques, des efforts communs pour lutter contre le terrorisme, l'extrémisme et d'autres défis et menaces pressants.

La situation dans l'économie globale est un sujet à part dans l'agenda de la réunion. Avant tout, le surpassement de la crise économique provoquée par la pandémie du coronavirus. Nos pays adoptent des mesures sans précédents pour protéger la santé et la vie des gens, soutenir les citoyens en difficulté. Mais combien les effets de la pandémie seront graves et au bout de quelle période l'économie globale sortira de ce ralentissement – cela dépend de notre capacité de travailler ensemble et de concertation, en véritables partenaires. Il est d'autant plus inadmissible de faire de l'économie un moyen de pression et de confrontation. Parmi d'autres sujets sollicités, il faut citer la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, aussi bien que la sécurité de l'espace informatique global.

L'ordre du jour du futur sommet du groupe de cinq proposé par la Russie est extrêmement important et pressant pour nos pays et pour le monde entier. Et pour chaque point nous avons des idées et des initiatives concrètes.

Il ne peut pas y avoir de doute que le sommet entre la Russie, la Chine, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne jouera un rôle important dans la recherche des réponses communes aux défis et menaces modernes, qu'il montrera aussi l'attachement commun à l'esprit d'alliance, aux idéaux et valeurs humanistes pour lesquels nos pères et nos grands-pères ont combattu côte à côte.

En nous fondant sur notre mémoire historique commune, nous pouvons et nous devons nous faire confiance. Cela servira de fondement solide pour des négociations réussies et des actions coordonnées afin de renforcer la stabilité et la sécurité sur la planète, pour la prospérité et le bien-être de tous les États. Pour ne pas dire plus, c'est notre devoir commun et notre responsabilité devant le monde entier, devant la génération actuelle et les générations futures.